

**COPIE** auch an: 112, 110, 152, 217, Schaffner, Integ. Büro, DZ  
 Original bei: 153

paris le 22.1.1963 15.45 cable no 14

conseillers federaux wahlen et schaffner -  
 membre delegation francaise bruxelles, informateur competent et  
 sur, communique ce qui suit :

1. position de france en ce qui concerne adhesion de grande-bretagne au marche commun est irreversible. gouvernement francais estime que, dans les circonstances actuelles, cette adhesion etant impossible, il ne sert plus a rien de la discuter.
2. L'elargissement de communaute est une question qui ne se pose plus, pour le moment en tout cas. ce n'est que si grande-bretagne avait pu adherer a cee que les autres membres de aele envisageaient d'en devenir membres ou de s'y associer.
3. communaute devra s'efforcer de regler nombreux problemes pratiques que posent ses relations avec chacun des membres aele, usa et pays du commonwealth. des solutions qui auront caractere d'un modus vivendi devront etre recherchees. il est impossible actuellement de prevoir si dans certains cas une solution preferentielle pourra etre envisagee.
4. obtenir ces solutions en faveur des pays tiers depend d'attitude que vont prendre 5 autres partenaires de la communaute et grande-bretagne. si ces partenaires, a l'instigation de grande-bretagne, prennent mesures de represailles a l'egard de la france ou des etats associes, par exemple en freinant les progres du marche commun agricole ou en ne ratifiant pas l'association avec l'afrique, cela rendra impossible la recherche d'un modus vivendi avec royaume-uni et autres pays tiers.

soldati

copie envoyee au conseiller federal schaffner  
 copie envoyee au bureau de l'integration (commerce)  
 copie envoyee directement a bruxelles  
 copie envoyee directement a m. long.

e. 199

-----  
 22.1.1963.

1645

t.Lo.

**Dodis**

